



## Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

54 | 2017

La part animale du XIX<sup>e</sup> siècle

---

### L'éveil d'une nation, l'art à l'aube d'une Tunisie moderne (1837-1881)

M'hamed Oualdi

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5261>

DOI : 10.4000/rh19.5261

ISSN : 1777-5329

#### Éditeur

La Société de 1848

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2017

Pagination : 151-153

ISSN : 1265-1354

#### Référence électronique

M'hamed Oualdi, « L'éveil d'une nation, l'art à l'aube d'une Tunisie moderne (1837-1881) », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 54 | 2017, mis en ligne le 01 juillet 2019, consulté le 03 janvier 2020.  
URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5261> ; DOI : 10.4000/rh19.5261

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 janvier 2020.

Tous droits réservés

---

# L'éveil d'une nation, l'art à l'aube d'une Tunisie moderne (1837-1881)

M'hamed Oualdi

---

- 1 Des bus d'écoliers, des familles venues de diverses parties de la Tunisie, des articles dans la presse internationale, l'exposition *L'éveil d'une nation*, organisée du 27 novembre au 27 février à Tunis fera date<sup>1</sup>. Elle aura fait prendre conscience à ses 45 123 visiteurs de la richesse des temps précoloniaux, de la nécessité de reconsidérer le XIX<sup>e</sup> siècle, en Tunisie et dans d'autres anciennes provinces de l'Empire ottoman.
- 2 Ouvrant les portes du palais abandonné de Ksar Saïd dans la banlieue ouest de la capitale tunisienne, dévoilant des portraits, médailles, costumes militaires et civils jusque-là remisés dans des réserves étatiques, le commissaire de l'exposition Ridha Moumni et la mécène Olfa Rambourg ont voulu narrer l'histoire d'une réforme de l'État tunisien dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire de « l'éveil » d'une nation, selon le titre de l'exposition. Ils ont présenté de manière didactique ce temps des réformes comme un moment fondateur de première « modernisation », d'ancrage à une modernité européenne. Ils ont mis en valeur les portraits de beys (ou souverains de la province ottomane de Tunis) et de leurs hauts serviteurs peints par des artistes européens dans une région où, pour obéir aux prescriptions musulmanes, les représentations figurées étaient jusque là fort rares. Dans chacun de ces portraits, les dignitaires plastronnent dans des uniformes militaires européens, adoptés à partir des années 1830 en complète rupture avec les tenues ottomanes chamarrées, pleines de plis et repris, portées par leurs prédécesseurs. Entre ces *regalia* d'un nouveau temps, sont exposés ici et là des textes originaux de ces réformes rédigés en langue arabe : le décret beylical de 1846 qui met fin aux traites d'esclaves deux ans avant l'abolition de l'esclavage en France ; le Pacte fondamental de 1857 qui accorde des droits aux minorités juives et chrétiennes notamment celui d'acquérir des propriétés ; des bribes de la Loi fondamentale (ou *qānūn*) de 1861, première Constitution dans le monde musulman qui établit une nouvelle hiérarchie judiciaire ainsi que des éléments de contrôle des souverains beylicaux notamment une liste civile pour cette dynastie.

- 3 Le choix d'exposer et de faire admirer tous les dispositifs de cette nouvelle culture d'État est présenté à l'entrée de l'exposition et dans des entretiens donnés à la presse comme un choix apolitique, comme une pure volonté de recouvrer un passé méconnu. Mais cette très belle mise en scène d'une première modernité matérielle et politique tunisienne rejoint par bien des aspects un récit de la réforme en Tunisie conçue et enseignée il y a plus de soixante de cela. La mise en valeur de ces temps pionniers après l'indépendance du pays en 1956 devait rappeler que la Tunisie avait existé avant la domination coloniale française et que ses leaders de l'époque avaient déjà vu loin ; qu'en pionniers, ils avaient commencé à modeler une nation. Ce récit rabâché par les gouvernants nationalistes d'une nécessaire « modernisation » du pays par le haut, son caractère centré sur l'État a depuis été analysé et remis en cause par des historiens et politistes<sup>2</sup>. Le plaidoyer pour une modernité à l'européenne a aussi suscité des désillusions dans la population face aux dérives autoritaires des régimes postcoloniaux.
- 4 Malgré tout, certains des tableaux et des documents d'archives de l'exposition, ouvrent çà et là, quelques autres pistes d'interprétation de ce second XIX<sup>e</sup> siècle. Sur une des cimaises, sont exposés des documents envoyés par Istanbul qui replacent la province de Tunis dans son environnement ottoman et relativisent le récit national d'une exceptionnalité de la Tunisie. Dans une autre salle, un tableau représente la violente répression d'hommes de tribus dans la ville sainte de Kairouan : dans une exposition qui par définition donne à voir surtout l'élite du gouvernement de Tunis, c'est l'une des très rares représentations de l'écrasement par le bey et ses troupes du grand soulèvement populaire de 1864 contre des réformes fiscales et judiciaires. Cette précieuse trace pourrait inspirer une toute autre exposition sur le peuple et la volonté populaire, plus de six ans après la révolution qui a renversé la dictature du président Ben Ali et a donné naissance à un régime tant bien que mal démocratique. Ici résident les vrais apports de cette exposition : participer des débats bouillonnants aujourd'hui en Tunisie sur l'histoire et l'« identité nationale » ; amener les historiens qui parcourent cette exposition à rêver à d'autres manifestations culturelles de cette ampleur et prendre à la fois conscience de la grande difficulté de matérialiser et faire comprendre d'autres récits moins centrés sur l'État et la nation.
- 5 L'exposition s'achève de manière émouvante sur un objet banal, en apparence, mais qui incarne un moment traumatique dans l'histoire de ce pays : la table ronde sur laquelle fut signé en 1881 le traité d'occupation de la Tunisie par l'armée française, dans le palais où se tient l'exposition – le palais de Ksar Saïd. C'est à partir de l'établissement du Protectorat français, que les insignes du pouvoir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ont perdu de leur puissance, mais c'est seulement à l'indépendance de la Tunisie que cette table, comme d'autres objets de la même époque, ont été couverts de draps blancs et abandonnés à la poussière : la dynastie des beys Husaynides, qui avait gouverné la province ottomane de Tunis de 1705 à 1957, était dès lors considérée comme un « Ancien Régime ».

---

## NOTES

1. Roxana Azimi, « À Tunis, une exposition réveille l'histoire précoloniale du pays », *Le Monde*, 9 décembre 2016 ; Carlotta Gall et Lilia Blaise, 'Tunis Greets an Ottoman-Era History Long Banished by Its Dictators', *The New York Times*, 6 février 2017.
  2. Abdelhamid Hénia, *Le Grid: ses rapports avec le beylik de Tunis (1676-1840)*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis, 1980 ; Fatma Ben Slimane, « Une "dhimma inversée" ? La question des protections dans la Régence ottomane de Tunis », in Jocelyne Dakhli et Wolfgang Kaiser (éd.), *Les musulmans dans l'histoire de l'Europe. II. Passages et contacts en Méditerranée*, Paris, Albin Michel, 2013, p. 345-369 ; Béatrice Hibou, « Le réformisme, grand récit politique de la Tunisie contemporaine », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56-5, 2010, p. 14-39.
- 

## AUTEUR

### M'HAMED OUALDI

M'hamed Oualdi est *assistant professor* à l'université de Princeton (États-Unis)